

Faire un don à La Gazette, c'est soutenir les enjeux culturels, environnementaux et sociaux d'ici!

[www.gazetteauricie.com](http://www.gazetteauricie.com)

**Gratuit**

MENSUEL 20 000 EXEMPLAIRES  
AVRIL 2024 - VOLUME 39 - NUMÉRO 7  
[WWW.GAZETTEMAURICIE.COM](http://WWW.GAZETTEMAURICIE.COM)

# la gazette

DE LA MAURICIE et des environs

Média indépendant au service du bien commun

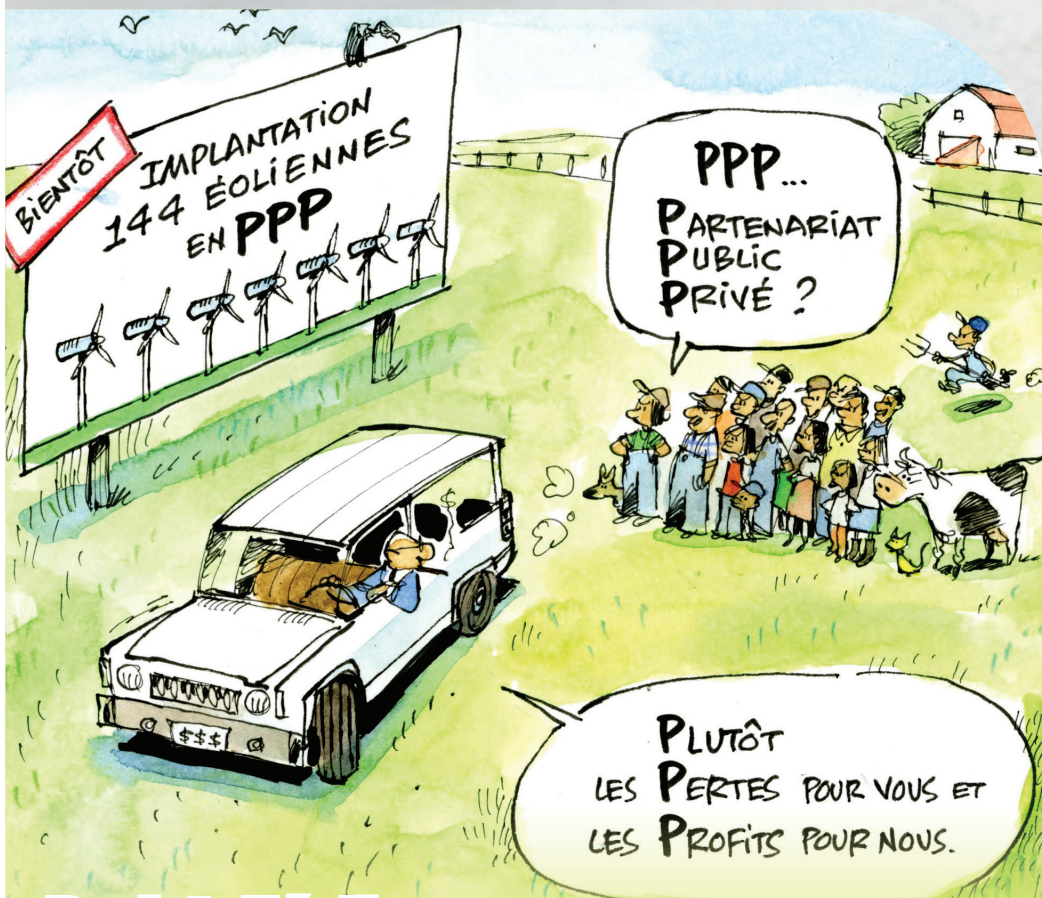
## ENVIRONNEMENT

### Nicolet : une ville verte à l'image de sa mairesse

PAGE 5

### Vers la réduction et la valorisation des matières résiduelles à Trois-Rivières

PAGE 7



**Projet d'éoliennes privées en Mauricie**

PAGE 3

**Les défis de la restauration : situation exceptionnelle ou réalité périodique ?**

PAGE 14



# L'établissement des jeunes en région : l'exemple de la Mauricie

Bien que la population totale ait augmenté au Québec entre 1986 et 2016, on remarque une baisse de 15,6 % du nombre de jeunes de 15 à 34 ans. La part des jeunes, qui représentait plus de un tiers (35,3 %) de la population québécoise en 1986, est passée à moins de un quart (24,3 %) en 2016. La Mauricie n'a pas échappé à cette tendance. « La région compte par ailleurs moins de 20-44 ans et davantage de 45-64 ans que l'ensemble du Québec », peut-on lire dans un rapport de l'Institut de la statistique du Québec publié en 2017. L'organisme Place aux jeunes (PaJ) offre des services d'accompagnement et de promotion visant à faciliter l'établissement des 18-35 ans en région. Malgré un récent engouement pour l'exode en région, certains défis persistent. Chose certaine, selon les agentes de PaJ, la Mauricie n'a rien à envier au reste du Québec.



**ANNE-SOFIE BATHALON**  
JOURNALISTE

## L'ORGANISME PLACE AUX JEUNES

L'organisme à but non lucratif Place aux jeunes déploie ses services sur tout le territoire québécois, sauf à Montréal, Québec, Sherbrooke et Gatineau. Son financement provient majoritairement du Secrétariat à la jeunesse. En Mauricie, ce sont sept agentes qui se démènent afin de faciliter l'établissement durable des jeunes de 18 à 35 ans. Kim Lacombe, agente régionale, explique qu'il s'agit d'une « aide à l'établissement de A à Z ». Ces agentes interviennent sur plusieurs fronts, par exemple chercher un emploi pour les jeunes qualifiés ou en voie de l'être, trouver des places en garderie, organiser des séjours exploratoires et même faire des suivis des jeunes établis après une année.

## L'EXODE DES MÉTROPOLIS

Entre 1986 et 2006, il y a eu une baisse constante du nombre de jeunes en Mauricie, selon un rapport produit par l'Institut national de la recherche scientifique publié en 2022. Par contre, même s'ils sont moins nombreux qu'autrefois, de plus en plus de jeunes tournent le dos aux grandes villes, un phénomène qui a été accentué par la pandémie.

Selon Kim Lacombe, les jeunes n'ont plus besoins de quitter leur ville pour trouver un emploi. Elle souligne que, si avant on

disait « va travailler à Montréal, il n'y a pas de job en région », maintenant il y a des emplois en région, il y a des occasions de carrière et il y a des possibilités d'avancement que peut-être en ville il y aurait moins, ou moins rapidement. Le discours a beaucoup changé.

Luc Laplante, professeur et spécialiste des études de la population, a fait sensiblement le même constat. « Le taux de chômage est faible à peu près partout au Québec. Il est plus élevé à Montréal que dans toutes les autres régions à part la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine », écrit-il dans un récent article de *La Presse*.

## POURQUOI S'ÉTABLIR EN MAURICIE ?

Pour Julie Fortier, agente de PaJ de Trois-Rivières, les avantages de s'établir à Trois-Rivières sont nombreux. « Pour nous, ce qui est un bel avantage pour Trois-Rivières, c'est que nous sommes centraux. On est à une heure et quart de Montréal et de Québec. De plus, la Mauricie concilierait la quiétude de la campagne avec la vitalité de ses centres-villes. « Quand tu arrives ici, il y a une tranquillité, une simplicité que les gens adorent », dit-elle. Les agentes de PaJ soulignent également qu'il y a beaucoup d'occasions de carrière et d'ouverture sur le marché pour le développement de nouvelles entreprises.

Kim Lacombe ajoute que Trois-Rivières est « un pôle régional d'attraction ». Concrètement, cela signifie qu'on assiste souvent à une seconde migration : les 18-35 s'installent temporairement à Trois-Rivières, le temps de trouver une maison



PHOTO : ANNE-SOFIE BATHALON

Une partie de l'équipe de Place aux jeunes Mauricie lors d'un séjour exploratoire en mars. De gauche à droite : Karine Proteau (agente à La Tuque), Mélanie Massicotte (agente pour la MRC de Mékinac), Valérie Pelletier (ancienne agente à Shawinigan et remplacée depuis peu), Mélissa Clermont (agente pour la MRC de Maskinongé) et Kim Lacombe (agente régionale).

hors de la ville. Le prix des propriétés est également un argument en faveur de l'établissement en Mauricie, selon les trois agentes rencontrées en entrevue. Pour Karine Proteau, agente à La Tuque, les multiples occasions d'emploi encouragent aussi grandement les jeunes à s'établir en Mauricie.

## DES DÉFIS PERSISTANTS

Cependant, à l'instar des autres régions du Québec, la Mauricie subit une crise du logement. C'est un défi auquel font face les agentes de PaJ. En revanche, Karine Proteau souligne que « des entrepreneurs offrent des belles solutions. On a des bâtisses qui sont achetées ou rénovées. Les entrepreneurs savent qu'il y a un

problème de logement mais des solutions sont apportées ». L'autre principal défi concerne les places en garderie. Kim Lacombe indique que ce sont majoritairement des familles qui viennent s'établir en Mauricie et que le nombre de places en garderie n'est pas suffisant. Toutefois, elle souligne que son équipe réussit souvent « à faire des miracles ».

Tout bien considéré, les efforts mis en place par l'équipe de *Place aux jeunes* ne restent pas vains. En plus de favoriser un fort sentiment d'appartenance entre les jeunes et leurs nouvelles villes, ceux-ci contribuent à de réelles retombées économiques et viennent dynamiser le décor mauricien. 📍

## En exclusivité au [www.gazettemauricie.com](http://www.gazettemauricie.com)

**Le Web a 35 ans : peut-il revenir à ce qu'il devait être ?**

Il y a 35 ans, naissait l'idée de ce qui deviendrait le World Wide Web. Aujourd'hui, celui à qui l'on doit cette idée, Tim Berners-Lee, se désole que son « bébé » ne soit plus aussi ouvert, décentralisé et démocratique que ce que le réseau émergent laissait espérer.

Agence Science-Presse  
**45** ans

BALADO

LES RENCONTRES DU NITASKINAN

Espace de discussion pour aborder des sujets du quotidien d'un point de vue autochtone

Disponible sur toutes vos plateformes d'écoute et au [www.gazettemauricie.com/lesrencontresdunitaskinan](http://www.gazettemauricie.com/lesrencontresdunitaskinan)



LA Tête  
DANS LES  
NUANCES

Une émission d'actualités et de réflexions publiques  
ANIMÉE PAR ROBERT AUBIN

Disponible sur | [gazettemauricie.com](http://gazettemauricie.com) | YouTube

PRODUIT PAR  
lagazette  
NousTV

# Projet d'éoliennes privées en Mauricie

UN QUESTIONNEMENT CITOYEN PLEINEMENT LÉGITIME

Depuis quelque temps, la Mauricie se révèle une région des plus convoitées. Il y a un an, ce sont les minières qui exploraient le potentiel de rendement de la MRC de Maskinongé. Depuis quelques mois, c'est à l'est de notre région que ça se passe. Une opération séduction, vantant les avantages de l'implantation de 144 éoliennes, est actuellement menée par l'entreprise Tree Energy Solution (TES) Canada auprès des élu-es et des populations des MRC de Mékinac et des Chenaux. « Un projet novateur en énergie renouvelable au bénéfice de la Mauricie et du Québec », peut-on lire sur le site web de l'entreprise. Une opération qui fait cependant face à des vents contraires.

TABLE ÉDITORIALE

lagazette  
de la Mauricie

Des assemblées citoyennes sont organisées afin que la population locale puisse entendre un autre point de vue que celui mis de l'avant par l'entreprise quant à l'impact social d'un tel projet, à ses retombées économiques et à sa véritable contribution environnementale. Et les assemblées des conseils municipaux connaissent un regain de participation, les citoyens et citoyennes désirant en savoir davantage sur le pouvoir qu'ont les municipalités pour faire valoir, voire prévaloir, la parole citoyenne face aux volontés de TES Canada.

Le projet d'implantation de 144 éoliennes vise à alimenter un électrolyseur qui permettrait de produire des volumes importants d'hydrogène, un gaz pouvant être utilisé comme le gaz naturel, les émissions en moins. Pour TES Canada, « nous n'avons pas le luxe d'attendre à demain », comme on peut le lire sur son site web.

Les inquiétudes en regard de l'impact du projet sur la cohésion sociale sont palpables, celui-ci étant susceptible de fracturer le tissu social des communautés touchées. On a vu des épisodes du genre qui, au sein d'autres communautés, ont laissé de profondes cicatrices. Que des agricultrices de la MRC des Chenaux prêt-tes à accueillir des éoliennes sur leur terre disent vouloir « tenir ça mort » de peur d'être pointées du doigt ou, plus grave, de subir des représailles comme l'ont affirmé certaines, en dit long à ce sujet. Les choses se passeraient bien différemment si le projet était porté par la communauté, permettant ainsi une planification ouverte et une réelle démarche d'acceptabilité sociale. On l'a vu dans la MRC Pierre-De Saurel en Montérégie, par exemple,

qui est l'unique actionnaire d'un parc de 12 éoliennes.

Ce projet constitue un épisode additionnel de la place croissante du secteur privé dans la production d'électricité. Est-il approprié qu'une fois de plus les gisements éoliens les plus intéressants soient accaparés par des intérêts privés alors que cette richesse naturelle devrait d'abord servir le bien commun ? Selon une étude rendue publique en mars, une telle appropriation desservirait l'intérêt de la société québécoise. L'Institut de recherche en économie contemporaine, à l'origine de l'étude, a en effet révélé que la politique de développement privatisé de la filière éolienne aurait, depuis 2009, coûté 6,09 milliards de dollars aux consommateurs et consommatrices en raison des contrats signés par Hydro-Québec obligeant l'achat de l'énergie produite par les éoliennes du secteur privé. Qu'il s'agisse d'acheter l'énergie privée à fort prix ou, dans le cas de TES Canada, de fournir à un tarif avantageux 150 MW de notre hydroélectricité pour compléter l'alimentation électrique de l'électrolyseur privé, la gestion de la filière éolienne soulève des questions légitimes.

Et voilà que le gouvernement actuel « jongle » avec l'idée d'une légalisation de la vente directe d'électricité d'une entreprise privée à une autre, ce qui n'est pas permis en vertu de la loi actuelle. Une entreprise autorisée à produire de l'électricité pour ses propres besoins ne dispose pas du droit de la distribuer, cette responsabilité incombant exclusivement Hydro-Québec. Selon des élu-es et des spécialistes, une remise en cause du monopole de notre société d'État sur la distribution d'électricité mériterait un large débat public. Au lieu de cela, TES Canada est utilisé comme ballon d'essai par le gouvernement de la CAQ dans

sa volonté de privatiser une partie de la production d'électricité au Québec.

Par ailleurs, l'efficacité de la production d'hydrogène à partir d'électricité ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté scientifique. « Projet mal ficelé. Procédé peu efficace, coûts de production d'électricité trop élevé », affirmait récemment Normand Rousseau, directeur de l'Institut de l'énergie Trottier à Polytechnique Montréal, dans une entrevue accordée au journaliste Francis Beaudry de Radio-Canada. Le point de vue d'un scientifique qui, en 2013, a co-présidé la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec à propos de notre avenir énergétique devrait mériter attention.

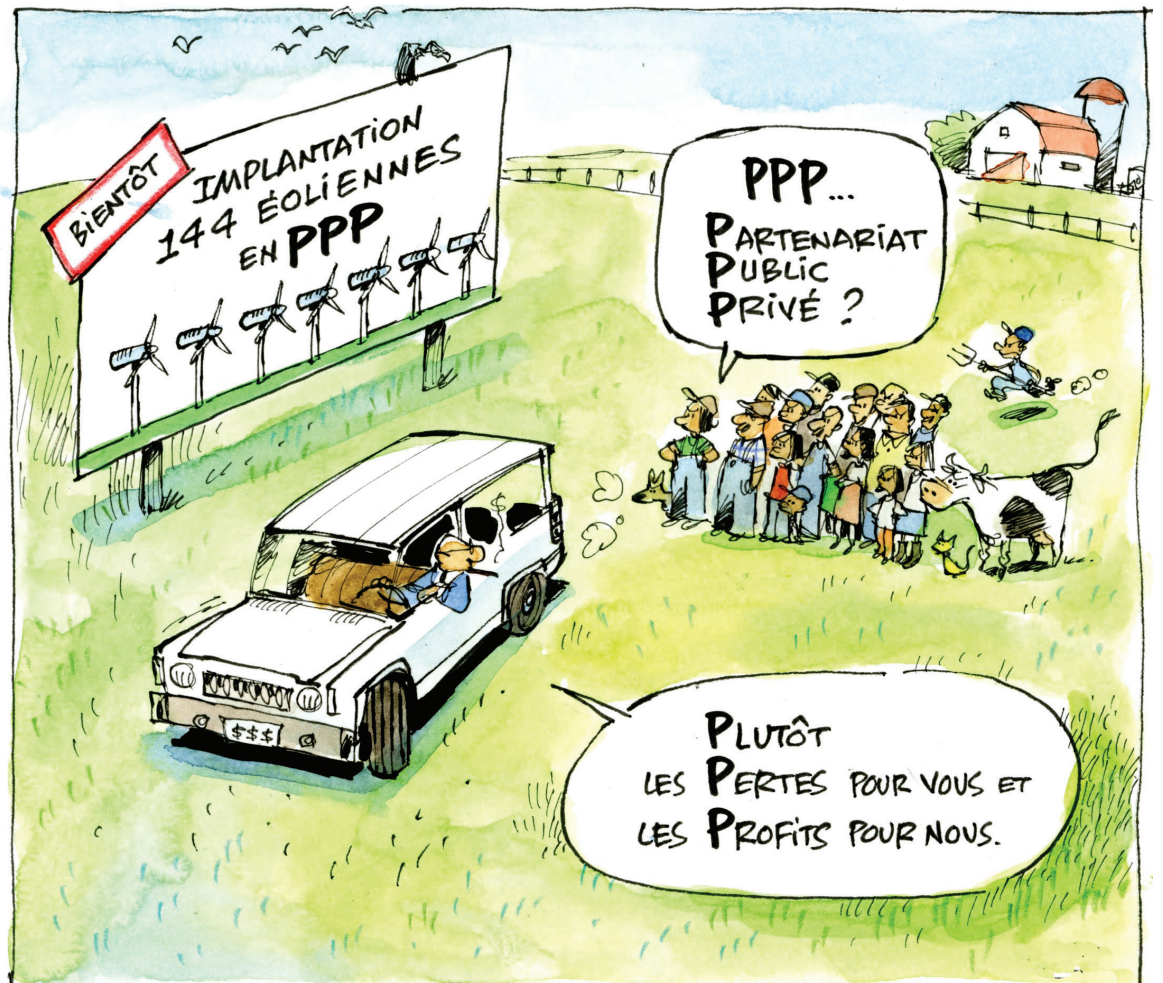
Des scientifiques, comme le professeur Claude Villeneuve, directeur de la Chaire en éco-

conseil de l'UQAM, doutent de la viabilité de l'hydrogène vert en raison de sa faible efficacité énergétique, car il requiert plus d'énergie à sa production qu'il n'en génère, d'où les coûts très élevés pour le produire. Mais comme le développement de la filière éolienne est privatisée, les profits le sont aussi, au détriment des consommatrices. Ainsi, bien que l'hydrogène produit à partir d'énergies renouvelables ait une place à jouer dans la transition énergétique, comme ce gaz coûte très cher à produire en ressources collectives (ici : le vent et l'hydroélectricité), les spécialistes s'entendent pour dire qu'on devrait le réserver aux procédés industriels impossibles à électrifier. Or, dans le projet actuel, comme nous n'avons pas le contrôle collectivement sur l'utilisation finale qui sera faite de l'hydrogène, il se pourrait donc qu'il soit par exemple uti-

lisé pour le chauffage de bâtiments où l'électricité peut faire le travail. Du gaspillage.

Certain-es peuvent avoir tendance à voir dans le débat actuel une énième manifestation du syndrome « pas dans ma cour », discréditant ainsi une démarche citoyenne d'enquête et une recherche de réponses pour permettre une décision éclairée. Au contraire, sans présumer des conclusions de la démarche en cours, il faut saluer celles et ceux qui se mobilisent pour réclamer transparence et libre circulation des informations. Comme il faut saluer les élu-es des municipalités de la région qui démontrent un souci d'écoute à l'égard de leurs commettant-es. Lorsqu'on parle de ressources publiques, poser des questions, c'est simplement s'occuper de ses affaires. 🗣️

BORIS



REFLET  
DE SOCIÉTÉ

30 ANS DE PRÉSENCE  
AUPRÈS DES JEUNES



Tous les profits générés par la vente de *Reflét de Société* sont remis au *Journal de la Rue* qui offre des services de réinsertion sociale aux jeunes. S'abonner à *Reflét de Société* c'est faire une différence pour nos jeunes.

*Reflét de Société*, un magazine provincial qui porte un regard différent, critique et empreint de compassion sur les grands enjeux de société. Le citoyen est au cœur de notre mission. Pour prendre la parole et faire progresser les débats. Tous les commentaires sont lus et obtiennent réponse.

UN MAGAZINE D'INFORMATION INDÉPENDANT, FINANCÉ PAR SES ABONNÉS.

SOUTENEZ LA CAUSE DES JEUNES EN OFFRANT UN ABONNEMENT EN CADEAU !

info@www.refletdesociete.com  
www.refletdesociete.com 1 877-256-9009

FINANCÉ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

Canada

# Le Québec est-il au bord du gouffre financier ?

Après la présentation du dernier budget provincial, un gros chiffre a circulé dans la sphère médiatique : un déficit « record » de 11 milliards de dollars pour l'année financière en cours. À première vue, ce chiffre a de quoi inquiéter, mais qu'en est-il au juste ? Ce déficit est-il un prélude à l'austérité budgétaire ? Quelle autre option serait envisageable ?



**ALAIN DUMAS**  
ÉCONOMISTE

## UN DÉFICIT RECORD ?

Dans son budget de 2024-2025, le gouvernement prévoit des revenus de 150,3 milliards et des dépenses de 157,6 milliards, ce qui implique un déficit de 7,3 milliards. Mais d'où vient le montant de 11 milliards ? Il provient de deux postes budgétaires qui n'ont rien à voir avec les dépenses courantes du gouvernement. D'abord, une provision de 1,5 milliard en cas d'imprévus (une forme d'épargne), puis un versement de 2,2 milliards au Fonds des générations (un actif financier), ce qui donne le chiffre de 11 milliards (7,3 + 2,2 + 1,5). Ces deux items ont donc une incidence non négligeable sur le solde budgétaire, car ils représentent à eux seuls la moitié du déficit courant.

L'évocation d'un « déficit record » s'avère aussi une fausse représentation de la si-

tuation, étant donné que l'importance d'un déficit est établie en fonction du PIB, l'équivalent du revenu national. Dans le cas présent, le déficit de 7,3 milliards représente 1,2 % du PIB. On est donc loin des déficits records de 3,3 % du PIB en 1994-1995 et de 4,7 % en 1980-1981.

## AUSTÉRITÉ EN VUE ?

Si ce bref examen permet de relativiser le mauvais état de santé des finances publiques, on peut quand même se demander quelles mesures seront prises par le gouvernement pour rééquilibrer le budget. La déclaration du ministre des Finances selon laquelle le gouvernement « a eu un niveau de dépenses élevé », dont il faudra réduire le rythme de croissance, laisse entendre un parti pris en faveur d'éventuelles restrictions budgétaires. Reste à savoir lesquelles.

Or, il a été démontré que les coupures de dépenses publiques dans un contexte de ralentissement économique ne font qu'enliser le gouvernement dans le cercle vicieux de l'austérité budgétaire. Étant donné que les services publics représentent plus du quart du PIB, toute

baisse des dépenses publiques a pour effet de ralentir davantage l'économie, provoquant du même coup une baisse des rentrées fiscales et, par le fait même, une hausse du déficit budgétaire.

La détérioration des finances publiques dans le contexte actuel de quasi-stagnation de l'économie en est la preuve. Le PIB du Québec n'a crû que de 0,2 % en 2023, soit trois fois moins que prévu, et la croissance projetée en 2024 sera deux fois plus faible qu'anticipé, de sorte que les rentrées fiscales ont déjà été amputées de 1,2 milliard en 2023-2024, et le seront à hauteur de 5 milliards en 2024-2025.

## BAISSER ENCORE LES IMPÔTS ?

Le Premier ministre Legault a affirmé, au lendemain du budget, vouloir baisser encore les impôts parce que, a-t-il dit, « les impôts nuisent à l'économie ». Or, de nombreuses études montrent que les baisses d'impôt n'ont aucun impact significatif sur la croissance économique, alors qu'elles peuvent creuser davantage les déficits budgétaires, comme cela a été le cas au cours de la dernière année. En effet, la baisse d'impôt récurrente

de 1,9 milliard octroyée dans le budget de mars 2023 privera le gouvernement d'une rentrée fiscale équivalente, soit le quart du déficit de 7,3 milliards.

Depuis une trentaine d'années, les déficits budgétaires et la hausse de la dette publique sont imputables en grande partie à la baisse de moitié du taux d'imposition des entreprises et à la multiplication des échappatoires fiscales profitant aux plus riches. Dans une large mesure, les allègements fiscaux accordés aux grandes entreprises n'ont guère stimulé l'investissement productif, ni enrichi les travailleurs et travailleuses ; ils ont plutôt servi au rachat d'actions en Bourse dans le but de mousser leur prix, et au versement de dividendes aux actionnaires et dirigeant-es, qui sont les grand-es bénéficiaires des échappatoires fiscales.

Là se cache donc le véritable gouffre financier du gouvernement. 📌

**SOURCES DISPONIBLES au**  
[www.gazettemauricie.com](http://www.gazettemauricie.com)

## 9 CHRONIQUE INTERNATIONALE

# La vérité en Amérique

Le 5 novembre 2024 auront lieu les élections chez nos voisins du Sud. À moins d'un revirement de situation, la population américaine aura à choisir entre la continuité de la présidence Biden et le retour aux années Trump. Plus que jamais dans l'histoire récente, les Américain-es seront placés face à deux visions clairement distinctes de leur pays. Et leur choix risque d'être déterminant pour la suite du monde.

**DANIEL LANDRY**  
COLLABORATEUR



Vu ce scénario, il semblerait naturel que les électeurs et électrices puissent étudier en profondeur les approches, programmes et promesses des candidats avant de déposer leur bulletin dans l'urne (physique ou virtuelle). Mieux

encore, il s'avérerait pertinent qu'elles puissent analyser le bilan respectif des candidats, d'autant plus que tous deux ont déjà eu l'occasion d'occuper la Maison-Blanche dans un mandat précédent. Toutefois, l'étude des bilans et des promesses semble relever d'une façon révolue de penser et de faire la politique. Désormais, le choix s'appuie sur les images plus que sur les mots, sur les impressions plus que sur les programmes. Par exemple, nonobstant leurs différends idéologiques, le *Yes We Can* obamien de 2008 n'est guère différent du *Make America Great Again*

trumpien de 2016 dans sa portée, mais aussi dans sa capacité de mobiliser les bases militantes. Dans les deux cas, le slogan est gage de succès.

Dans un tel contexte, plus que jamais, la « quête du vrai » cède le pas à l'opinion et à la perception. D'où l'expression « post-vérité » ou « post-factuel » pour décrire notre ère politique. À vrai dire (sans mauvais jeu de mots), il est sans doute abusif de parler d'une « ère » de post-vérité, puisque la politique s'est toujours exercée à partir de faits, mais aussi – et surtout – d'opinions et d'émotions. En revanche, ce qui inquiète considérablement est cette absence de « quête » de vérité au cœur de la politique actuelle et de la présente campagne américaine. Cette inquiétude est d'autant plus avérée dans un monde où les garde-fous que sont les médias traditionnels vivent une crise sans précédent et sont impuissants à porter un regard critique apaisant. Plus que jamais, la politique semble donc se réfléchir et se pratiquer de façon manichéenne. Sans les nuances que nécessiterait une campagne d'une telle importance.

rythmique depuis l'arrivée massive des réseaux sociaux ; la manipulation de la vérité à des fins stratégiques et partisans a également fragilisé la confiance envers les politicien-nes à plusieurs reprises (l'Irak et les armes de destruction massive en 2003, la gestion du scandale de Wikileaks en 2010, ou dans une moindre mesure la mythomanie de George Santos en 2023). À cela, ajoutons que les nouvelles technologies rendent toujours plus complexe la différenciation du vrai et du faux (*fake news, deep fakes*).

Les États-Unis d'Amérique se targuent d'être la plus importante démocratie du monde. Or, depuis quelques années, cette démocratie est menacée de toutes parts : augmentation des inégalités socioéconomiques, tensions intercommunautaires, tentations autocratiques. Ce qui protège cette démocratie demeure sa capacité de débattre, de remettre en question et de critiquer les hautes instances du pouvoir. Dans un monde où la vérité est oblitérée, cette protection tombe. C'est d'ailleurs pourquoi, dans un essai publié en 2006, le philosophe américain (récemment décédé) Harry Frankfurt distinguait le mensonge de la connerie. Dans le premier cas, on cherche à cacher la vérité, dans le second, on ne s'en soucie tout simplement plus. Dans cette campagne électorale, qu'on accepte qu'un candidat à la présidence n'ait aucune estime pour la vérité me paraît passablement inquiétant pour l'avenir de cette démocratie. 📌



# Nicolet : une ville verte à l'image de sa mairesse

En 2022, devant l'importance de préserver son environnement naturel et guidée par les valeurs environnementales de la mairesse Geneviève Dubois et de son équipe, la Municipalité de Nicolet a mandaté la firme spécialisée Habitat pour estimer la valeur écologique de ses zones boisées. L'objectif était de déterminer les moyens de préserver la biodiversité de ces espaces naturels et de favoriser la connexion entre eux. Conséquemment, deux années plus tard, la Ville annonce qu'elle commence une démarche pour créer « un corridor de connectivité » en encourageant la préservation volontaire de terres sur son territoire. Il s'agit d'une première en Mauricie. Cette décision s'ajoute à une longue liste d'actions de lutte contre les changements climatiques. Si on creuse les racines de la ville et le parcours de la mairesse actuelle, on constate que cette démarche est parfaitement logique et cohérente avec les valeurs qui ont toujours été présentes chez les anciens conseils municipaux.

ANNE-SOFIE BATHALON

JOURNALISTE

## AGIR EN FONCTION DE L'AVENIR

Geneviève Dubois, mairesse de Nicolet depuis 2016, explique que le projet de corridor écologique découle d'une volonté politique. « Nicolet est une ville en croissance, depuis une dizaine d'années je dirais. Et puis on développe quand même pas mal d'habitations. Dans une ville, on pense souvent habitation, on pense développement économique, infrastructures de sport, de loisirs, de culture, mais on s'est dit que protéger nos boisés urbains, c'est important aussi. Et c'est surtout important de le faire pendant qu'ils sont là », explique-t-elle en entrevue.

À chaque fois que Nicolet entreprend des travaux, la Ville effectue un processus de réflexion à propos des générations futures. Par exemple, il y a environ deux ans, la Ville a entrepris des travaux afin de rétrécir certaines rues. Elle désirait mettre des terre-pleins végétaux au centre afin de diminuer les îlots de chaleur en été. La mairesse explique que cette décision a soulevé certaines critiques de la part de citoyens et citoyennes. Avec son équipe, elle a consulté différents ouvrages, et la conclusion a été cela entraînerait une baisse de 10 degrés. « On pense à long terme, on pense aux enfants », dit-elle.

## MISER SUR LES PETITES ACTIONS CONCRÈTES

Mme Dubois explique miser davantage sur les petites actions plutôt que sur les projets d'envergure. Si le rétrécissement de deux rues et le développement d'un corridor écologique en sont des exemples, ce ne sont pas les seuls. « On est vraiment plus dans un aspect de transition climatique, d'adaptation, de résilience, comme Municipalité. Oui, des fois les citoyens nous trouvent intenses [...], certains me disent que Nicolet ne sauvera pas le monde... Non, c'est sûr que Nicolet ne sauvera pas le monde, mais Nicolet doit faire sa part », explique la mairesse.

« À chaque fois qu'on fait quelque chose, on se demande comment on peut verdir davantage ». Elle donne l'exemple de la



PHOTO : ANNE-SOFIE BATHALON

construction récente de l'aréna. La Ville a construit tout autour du bâtiment un grand jardin de pluie, dans le but de favoriser la biorétention des eaux et d'éviter des débordements dans les rues avoisinantes. D'ailleurs, celui-ci a reçu deux prix, souligne la mairesse. D'autres initiatives peuvent être citées, par exemple la mise à la disposition des citoyens et citoyennes de deux voitures électriques les soirs de semaine et la fin de semaine, la décision de ne plus utiliser du BTI ou encore le remplacement de toutes les lumières par des DEL.

## UN MODÈLE POUR LES AUTRES VILLES

Geneviève Dubois est amenée à faire des conférences partout au Québec afin de partager son expertise avec les autres Municipalités. D'ailleurs, elle ne s'adresse pas seulement aux élu-es, mais également à d'autres instances. Par exemple, Nicolet sera présente au Salon des technologies environnementales à

Québec afin de présenter trois initiatives de biorétention. À titre d'illustration, Nicolet a aménagé un stationnement écoresponsable tout près de l'hôtel de ville. Ce stationnement, orné d'une grande fresque, est bordé d'un fossé où poussent une grande quantité de végétaux. L'eau du stationnement s'écoule à l'intérieur et est filtrée. Quand elle retourne dans la rivière, elle est donc de meilleure qualité. Les plantes agissent donc comme un filtre naturel en plus de faciliter la rétention.

## QUI EST GENEVIÈVE DUBOIS ?

Native de Nicolet, Geneviève Dubois est revenue sur sa terre natale il y a une dizaine d'années. Son père était maire, elle connaît donc très bien les rouages du métier. Elle occupe le poste de mairesse depuis 2016, année où elle a été élue grâce à un scrutin, puis, en 2022, elle a été réélue par acclamation. Elle est la première femme à avoir été élue mai-

resse de Nicolet et aussi préfète de la MRC de Nicolet-Yamaska.

Dans sa carrière, elle a surtout occupé des postes de direction dans des organismes à but non lucratif. On peut donc faire le pont entre son travail dans le domaine communautaire et celui de mairesse, tous les deux marqués par des valeurs sociales et de solidarité. Avant d'être mairesse, elle a été attachée politique du député de Nicolet-Yamaska. Puis, explique-t-elle « je me suis dit que j'allais pouvoir suivre ma propre voie plutôt que de représenter quelqu'un ».

Elle explique être passionnée par « par l'humain et la transformation humaine ». Elle a décidé de se lancer en politique municipale, parce qu'elle retrouvait une réelle ouverture au sein de la Ville de Nicolet qui se souciait déjà de l'environnement et qui concordait avec ses valeurs sociales. 🌱

**DESTRUCTION DE DOCUMENTS CONFIDENTIELS. SERVICE AU COMPTOIR DISPONIBLE. INFORMEZ-VOUS!**



**GROUPE rcm**  
COLLECTE, TRI ET DÉCHIQUETAGE

**On s'en occupe.**

2390, rue Louis-Allyson  
Trois-Rivières

**819 693-6463**  
www.groupercm.com



**René Villemure**  
Député de Trois-Rivières

**819-371-5901**

rene.villemure@parl.gc.ca  
www.renevillemure3r.quebec



**BLOC Québécois**

**ENERGYCYCLE**

# Au chemin chaque semaine

**Dès le 8 avril**



**De bonne heure  
sur le piton!**

**[energycycle.ca/bacbrun](http://energycycle.ca/bacbrun)**

# Vers la réduction et la valorisation des matières résiduelles à Trois-Rivières

Après un démarrage réussi auprès des commerces couverts par la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf, le programme d'accompagnement vers la réduction et la valorisation se déploie désormais dans la ville de Trois-Rivières, communauté dans laquelle la Fondation Alcoa est active et souhaite soutenir le développement de solutions environnementales. Le Jour de la Terre Canada s'engage ainsi aux côtés des commerces pour les aider à gérer, à trier et à valoriser des matières organiques.

## ÉQUIPE JOUR DE LA TERRE CANADA



Les spécialistes du Jour de la Terre Canada travailleront en collaboration avec Énercycle, la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie ainsi qu'Environnement Mauricie pour mener à bien cette mission. L'objectif de cette étape est de former et de sensibiliser 100 commerces trifluviens afin de réduire les déchets et de détourner environ 400 tonnes de matières organiques de l'enfouissement d'ici octobre 2024.

« Forte du succès du premier volet, la Fondation Alcoa est fière de soutenir et de déployer cette initiative environnementale qui créera une valeur durable dans les régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec. L'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques font partie de nos grandes priorités. Ainsi, l'éducation visant à favoriser de meilleures pratiques de réduction et de revalorisation des déchets à la source aura un impact durable certain au sein de notre communauté d'appartenance », souligne Caroline Rossignol, présidente de la Fondation Alcoa.

## 1 000 TONNES DÉTOURNÉES D'ICI 2025

L'initiative, d'abord amorcée dans la MRC de Portneuf à l'automne 2022, se déploie désormais dans les commerces de Trois-Rivières, avant de se poursuivre dans ceux de la MRC de Manicouagan d'ici septembre 2025. Le projet vise à réduire et à valoriser les déchets organiques afin de détourner un total de 1 000 tonnes de matières organiques de l'enfouissement au Québec.

« Grâce à l'expérience de notre équipe en gestion des matières résiduelles, nous sommes en mesure de concevoir des programmes d'accompagnement adaptés à tous les types de commerces. En effet, nos spécialistes sont capables d'élaborer des plans d'action sur mesure en prenant en compte la réalité de chaque commerce. Nous nous réjouissons de contribuer à la réduction de l'impact environnemental des villes avec un objectif de valorisation de 1000 tonnes de déchets organiques », indique Valérie Mal-

lamo, directrice générale du Jour de la Terre Canada.

## UN RÉEL APPUI AUX COMMERCES DE TROIS-RIVIÈRES

Le programme débutera en ciblant en premier lieu les commerces situés au cœur du centre-ville de Trois-Rivières, où on observe une concentration significative d'établissements et des besoins spécifiques d'accompagnement pour valoriser les matières organiques. « On est très heureux-ses de pouvoir bénéficier de l'appui de l'organisme Jour de la Terre Canada pour soutenir les entreprises du centre-ville dans la gestion des matières résiduelles. En ajustant les plans de travail en cuisine, en intégrant des outils visuels, en identifiant les matières récurrentes à trier ou même en répondant à des questions spécifiques, l'accompagnement permet de réellement changer des choses et vient répondre à un besoin », mentionne Eve-Marie Marchand, directrice générale de la Société de développement commercial du centre-ville de Trois-Rivières.

## UN SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ADAPTÉ AUX BESOINS DES COMMERCES

Au fil des années, Jour de la Terre Canada a développé une expertise dans la gestion des matières résiduelles. Cet accompagnement, nommé Action Réduction, s'ajuste aux spécificités de chaque commerce. Cette stratégie sera appliquée dans les commerces de Trois-Rivières.

Pour ce projet, l'accompagnement des commerces participants comprend :

- Une visite initiale des commerces pour cerner leurs besoins et leurs contraintes ;
- Un audit complet de la gestion des matières résiduelles des commerces (caractérisation sommaire des contenants de collecte et analyse des opérations) ;
- L'élaboration d'un plan d'action pour cibler et prioriser les solutions à mettre en place ;
- Un soutien dans l'implantation des différentes mesures retenues et un suivi des progrès réalisés ;
- Une formation sur le tri offerte aux employé-es et des outils de communication disponibles sur demande.

En plus de l'accompagnement adapté offert aux commer-

çant-es, l'équipe de Jour de la Terre Canada offrira des formations dans les écoles des régions participantes afin de former le personnel enseignant et pour encourager les élèves à prêter main-forte lors de la collecte de matières organiques. Les écoles seront contactées, mais elles sont également invitées à s'inscrire dès maintenant sur le site Web du programme au <https://jourdelaterre.org/gmr-fondation-alcoa/>.



Le 22 avril, le Collectif - Deux roues et des lettres agira à titre de « messenger à vélo » et ira distribuer des lettres aux dirigeant-es à Québec.

## COLLECTE DE LETTRES POUR L'ACTION CLIMATIQUE

Le Collectif - Deux roues et des lettres, soutenu par le Comité de solidarité de Trois-Rivières (CS3R), organise une grande collecte de lettres. Les jeunes d'âge primaire, secondaire et collégial, ainsi que les personnes qui les accompagnent sont invités à rédiger une lettre portant sur leurs demandes et revendications concernant les changements climatiques ainsi que sur les inégalités sociales qui en découlent. Le collectif agira à titre de « messenger à vélo » et ira distribuer ces lettres aux dirigeant-es à Québec.

Pour y participer, il suffit d'écrire une lettre, de la plier en trois et d'inscrire son nom ainsi que son âge sur l'une des faces et de la déposer directement au bureau du CS3R au 942, rue Sainte-Geneviève à Trois-Rivières ou sinon de communiquer avec le CS3R au 819 373-2598 afin qu'ils puissent venir la récupérer. La date limite pour déposer sa lettre est le jeudi 18 avril 2024.

La remise des lettres aura lieu le 22 avril prochain à Québec. Un rassemblement festif avec animation est organisé le 20 avril de 10 h à 12 h au parc Champlain de Trois-Rivières. Le grand départ des cyclistes se fera à 12 h et la population est invitée à pédaler les cinq premiers kilomètres avec le collectif.

# Parce que ta santé mentale compte!



**CONTACTE-NOUS**

**819 293-6416**



**RESSOURCE EN SANTÉ MENTALE**  
Bécancour | Nicolet-Yamaska

[www.traversedusentier.org](http://www.traversedusentier.org) | [info@traversedusentier.org](mailto:info@traversedusentier.org)

# Retour sur un mois à monitorer mes achats

Durant tout le mois de mars, le Pôle d'économie sociale de la Mauricie m'a mise au défi de consommer uniquement des biens et services issus de l'économie sociale. Je me suis lancée dans cette aventure sans trop savoir ce qui m'attendait, et je partage bien humblement avec vous mon parcours des dernières semaines.

LYNN O'CAIN

CONSOMMATRICE ENGAGÉE

économie sociale

## Mauricie

Pour celles et ceux qui ne me connaissent pas, il faut savoir que l'économie sociale n'est pas une nouveauté dans ma vie. En fait, je m'investis dans ce modèle économique depuis une trentaine d'années, et je peux aujourd'hui affirmer que cet engagement a complètement teinté mon parcours. Le tout a commencé en 1996, alors que le taux de chômage était autour de 13 % (dur à croire aujourd'hui !). Fraîchement sortie de l'université et sans véritable plan de carrière, je me suis retrouvée comme beaucoup de gens à l'époque : sans emploi. Ce que je savais, c'est que je voulais un travail qui aurait du sens pour moi, et que les humains m'animaient particulièrement.

Sans le savoir, je fréquentais déjà des entreprises d'économie sociale comme Coopsco, dont je suis membre depuis 1991, ou encore le Centre Loisir Multi-Plus, où j'ai fait mon stage de fin de bac. Ma quête pour trouver un domaine aligné sur mes valeurs m'a alors fait découvrir le Chantier de l'économie sociale, un phare d'espoir dans la tempête économique de l'époque. C'est ainsi qu'est née ma passion dévorante pour un modèle économique qui place l'humain avant les profits. J'allais même me retrouver, une vingtaine

d'années plus tard à l'Assemblée nationale pour assister à l'adoption de la première loi sur l'économie sociale !

### UN SECTEUR EN PLEINE CROISSANCE

Aujourd'hui, les entreprises collectives sont mieux connues et plus faciles à dénicher, même si un bon bout de chemin reste à faire. L'économie sociale est une réponse à de nombreux enjeux actuels. Par exemple, pour éviter la fermeture de notre média régional, *Le Nouvelliste*, les employé-es l'ont transformé en coopérative d'information. Ça, ça s'appelle la reprise collective. Des entreprises d'économie sociale émergent aussi pour contrer la crise du logement, protéger l'environnement, favoriser l'inclusion sociale ou créer des services accessibles et de proximité.

Tout au long de mon défi, j'ai été ravie de constater à quel point mon quotidien était rempli d'entreprises collectives. Du Marché public de Shawinigan, où je fais mes courses, aux nombreuses coopératives brassicoles pour ma bière de fin de journée, en passant par l'école de danse de ma fille, Les libraires, où je peux commander des livres en ligne (eh oui, une bonne alternative à Amazon !) et bien d'autres cafés, restaurants, ateliers, musées, coops de santé, alouette ! Est-ce que j'ai réussi à combler tous mes besoins ? Non. Mais sérieusement, allez voir le répertoire du Pôle d'économie sociale de la Mauricie, vous y trouverez des petits bijoux.

### PLACE AUX FEMMES

Le fait de porter attention à mes habitudes de consommation durant tout un mois a fait remonter des souvenirs très chers, comme ma participation, avec mes amies de COMSEP, à la Marche mondiale des femmes en 2000 à New York. Un moment de grandes émotions lors duquel j'ai pu sentir la solidarité des femmes de partout dans le monde. D'ailleurs, en économie sociale, les femmes occupent une place centrale. Elles représentent 71 % des emplois dans ce secteur en Mauricie. C'est énorme ! Et en termes de gouvernance, c'est un secteur économique où on ne peut plus paritaire, avec 50,5 % de femmes ayant un poste au sein des conseils d'administration.

### ET LA SUITE ?

Au terme de cette expérience, j'ai envie de dire que c'est un fort sentiment de cohérence qui m'habite. Je le répète, l'économie sociale place l'humain avant tout. Les entreprises partent d'un besoin de la communauté, et non seulement d'une occasion de faire du cash. Exit la vente sous pression de bébélles dont personne n'a besoin et qui génèrent plus de problèmes que de solutions. Les entreprises collectives prennent soin de leurs employé-es, soignent nos communautés, rêvent et bâtissent le monde de demain. Et de mon côté, ce défi qui a coloré mon mois de mars se poursuivra sans aucun doute les 11 autres mois de l'année. 9



La consommatrice engagée Lynn O'Cain en visite au Musée Pop.

PHOTO : PÔLE ÉCONOMIE SOCIALE MAURICIE



Sur la photo, on reconnaît Lynn O'Cain (à gauche), Gallia Julien Myrand (au centre), ainsi que Marie-Claude Caron-Larose (à droite) à la Factrie 701.

# Quatre excellentes raisons d'opter pour l'économie sociale

Si acheter c'est voter, nos choix de consommation sont encore plus cruciaux à une époque où les crises sociales et environnementales se multiplient. Choix éthiques, écologiques, équitables et locaux. Ça peut être difficile de s'y retrouver, encore plus si notre portefeuille souffre de l'inflation. S'il y a une réponse facile à ce casse-tête, c'est souvent l'économie sociale.

ILHAM FIGUEROA

## économie sociale

### MAURICIE

Les entreprises d'économie sociale sont axées sur les valeurs de solidarité, d'inclusion et de durabilité. Elles jouent un rôle vital dans le tissu économique et social de notre région. Voici quatre grandes raisons pour des entreprises d'économie sociale lorsque l'option se présente.

#### 1. MAINTENIR UNE ÉCONOMIE LOCALE RÉSILIENTE

Contrairement aux grands monopoles ou chaînes commerciales, les entreprises d'économie sociale sont ancrées dans leur communauté. Elles ne sont pas délocalisées ou cachées quelque part en Californie, en Chine ou dans les paradis fiscaux. Elles sont archilocales, elles emploient des personnes ici dans des conditions souvent plus avantageuses et font affaire avec des fournisseurs locaux, créant ainsi un tissu économique serré. De plus, les bénéfices générés par ces entreprises, qui ne cherchent pas le profit, sont réinvestis dans des projets qui bénéficient à la communauté. Ce n'est pas pour rien qu'on les voit émerger là où aucune entreprise privée n'avait mis les pieds !

C'est le cas de la microbrasserie À la fût à Saint-Tite, du Parc régional de la rivière Batiscan, de La Bourgade, de la Coop de solidarité à Saint-Luc-de-Vincennes ou encore, de la Coop de solidarité de Mékinac, qui possède une épicerie et une station-service à Trois-Rives.

#### 2. ENCOURAGER LES INITIATIVES CITOYENNES

Face à une problématique présente dans une communauté, il n'est pas rare de voir des citoyennes et des citoyens se rassembler pour mettre en place des solutions innovantes. Manque de service de proximité, de logements abordables, d'occasions de briser l'isolement ou de moyens de transport, les enjeux sont grands. Mais l'intelligence collective n'a pas dit son dernier mot et, en se mettant ensemble, on a la capacité d'agir sur notre milieu de vie. C'est souvent la prémisse à l'origine de la création d'une nouvelle entreprise d'économie sociale.

La Criallerie est un espace créatif partagé à Shawinigan. Ce lieu unique en son genre est né du désir d'artistes de tous horizons de se doter d'un lieu pour créer et partager. Roxanne Lacourcière, l'une des fondatrices de cet organisme à but non lucratif, a opté pour le modèle « parce que c'est inclusif, sain et surtout essentiel pour maintenir des communautés locales en santé. C'est un modèle qui place l'humain comme porteur, vecteur et cœur de ses projets ».

#### 3. FAVORISER L'INCLUSION SOCIALE

Comme les entreprises d'économie sociale sont ancrées dans leurs communautés, elles offrent souvent des occasions de tra-

vail aux personnes marginalisées ou défavorisées, ou encore elles leur donnent accès à des produits et services adaptés à leur situation. En achetant en économie sociale, nous contribuons à créer des environnements de travail inclusifs et diversifiés, où chaque personne a sa place et peut contribuer à sa pleine mesure.

Pensons à Oasis Agriculture Urbaine, qui favorise la réinsertion socioprofessionnelle grâce à ses jardins plateaux de travail, ou encore à SIT Mauricie, qui offre des emplois à des personnes ayant une problématique de santé mentale. C'est aussi le cas d'Aide Chez Soi, un service d'aide à domicile abordable et de la Coop santé Le Rocher à Grand-Mère.

#### 4. PROTÉGER LE TERRITOIRE

Enfin, l'économie sociale est étroitement liée au développement durable. Parce qu'elles ont les deux pieds ancrés dans le territoire, nombre d'entreprises collectives privilégient l'approvisionnement local, la réduction des déchets et des gaz à effet de serre autant que possible. En choisissant d'acheter dans des entreprises d'économie sociale, nous contribuons à la construction d'une économie plus verte et soucieuse de la trace qu'elle laisse.

Parmi les entreprises exemplaires, nommons La Brouette, qui fait de l'agriculture urbaine partout en Mauricie, la Coopérative Enfant Nature, Aux Berges du Lac Castor, qui offre de l'hébergement insolite et des sentiers à Saint-Paulin, Bleu forêt, une coopérative qui fait de la communication climatique, la microbrasserie Le Temps d'une pinte, qui fait de l'économie circulaire, et la coop La Charrette, qui fait pousser des légumes bios à Saint-Élie-de-Caxton.

Pour trouver toutes les entreprises d'économie sociale de la Mauricie, consultez le répertoire du Pôle sur [economiesociale-mauricie.ca](http://economiesociale-mauricie.ca)



Pour quelles boucles d'oreille, Lynn O'Cain craquera-t-elle à la coop Le 507 ?

PHOTO : PÔLE ÉCONOMIE SOCIALE MAURICIE



**Mêlez-vous de nos affaires**

Faire des affaires autrement: rencontres avec des entreprises d'économie sociale

Sur toutes les plateformes d'écoute




# Métro, biais, dodo

Les biais cognitifs sont comme des filtres invisibles à travers lesquels nous voyons le monde. Ils façonnent notre perception, nos pensées et nos décisions de manière automatique, souvent sans que nous en ayons conscience. Notre cerveau a des ressources limitées et, au lieu de tout analyser à partir de zéro chaque fois, il utilise des raccourcis basés sur nos expériences passées, nos émotions et ce que nous croyons savoir. Ces raccourcis peuvent parfois nous tromper, nous faisant voir des schémas là où il n'y en a pas, sauter à des conclusions trop rapidement ou préférer des informations qui confirment ce que l'on pense déjà être vrai. Bien qu'ils puissent être utiles pour traiter rapidement une grande quantité d'informations, ces biais peuvent aussi nous amener à commettre des erreurs de jugement et à prendre des décisions qui ne sont pas toujours les meilleures, particulièrement dans les milieux de travail.



**SARAH LEMAY**

CONSULTANTE EN ÉQUITÉ,  
DIVERSITÉ ET INCLUSION

## LE BIAIS DE CONFIRMATION

Le biais de confirmation est sans doute l'un des biais cognitifs les plus répandus et qui a le plus d'influence dans les milieux professionnels et dans notre quotidien. Il se manifeste lorsque nous privilégions les informations qui confirment nos croyances préexistantes ou nos hypothèses initiales, tout en ignorant ou en amoindrissant celles qui les contredisent. Ce biais peut s'avérer particulièrement problématique dans des contextes tels que l'évaluation de la performance des membres du personnel, la prise de décision stratégique ou encore le recrutement. Par exemple, des gestionnaires qui croient en l'efficacité des méthodes traditionnelles de gestion de projet pourraient

ignorer de nouvelles approches, malgré les preuves de leur efficacité. Lors d'une réunion visant à améliorer des processus internes, ces gestionnaires se souviendront principalement des succès passés obtenus avec les méthodes classiques et accorderont peu d'importance aux études et aux témoignages qui présentent les avantages des nouvelles méthodes.

## LA CHAMBRE D'ÉCHO

La chambre d'écho, bien que principalement associée aux réseaux sociaux et aux espaces en ligne, trouve également sa place en milieu de travail. Ce phénomène se produit lorsque les idées, croyances ou opinions sont amplifiées par la répétition au sein d'un système fermé. C'est un peu comme se dire : tout le monde pense comme moi, donc je dois avoir raison. Dans des équipes où la chambre d'écho prend racine, il devient difficile de remettre en question le statu quo ou d'introduire de nouvelles idées. Cela peut non seulement conduire à une stagnation en termes de créativité et d'innovation, mais éga-

lement créer un environnement de travail moins inclusif pour les personnes dont les opinions divergent de celles de la majorité. Pour briser ces chambres d'écho, il est crucial d'encourager activement la diversité des pensées et des opinions en promouvant une culture où chaque membre de l'équipe se sent suffisamment en confiance pour partager ses idées, même lorsqu'elles divergent des vues dominantes.

## BIAISÉ-E, MOI ? JAMAIS !

Le biais de l'angle mort décrit notre tendance à reconnaître l'existence et l'influence des biais cognitifs chez les autres, tout en étant incapables de voir nos propres biais. Ce phénomène peut grandement nuire à la dynamique de travail en équipe, car il empêche les individus de remettre en question leurs propres jugements et décisions. Ce biais peut aussi conduire à des malentendus et à des conflits lorsque certaines personnes ne reconnaissent pas comment leurs préjugés modifient leur perception des situations et des points de vue de leurs collègues. Pour contrer

le biais de l'angle mort, il est essentiel d'adopter une posture d'humilité face aux biais cognitifs.

La connaissance de ces biais ne suffit pas en elle-même pour nous en protéger, et il est donc crucial de reconnaître que notre perception du monde est souvent déformée, que nos processus de pensée sont susceptibles d'être biaisés et que notre jugement peut être imprécis ou incorrect. Dans cette optique, la pratique de la méditation, et plus spécifiquement de la méditation de pleine conscience, apparaît comme un outil précieux. En favorisant une meilleure introspection, cette pratique peut affiner notre capacité à détecter les distorsions dans notre manière de penser. Cultiver cette forme de méditation peut donc représenter une étape significative vers une meilleure compréhension de soi ainsi qu'une interaction plus harmonieuse et constructive avec les autres au sein de l'environnement professionnel. 🧘

## 9 CHRONIQUE FEMMES

# Violence sexuelle et vieillissement

**Vous avez peut-être déjà ressenti de l'incompréhension en apprenant que des personnes âgées étaient victimes d'agressions à caractère sexuel. De fait, il est encore assez commun de croire que les personnes qui agressent agissent suivant une pulsion sexuelle ou un désir incontrôlable pour leur victime, ce qui ne cadre pas spontanément avec notre perception des « personnes âgées ».**

**MARIE-PIER QUESSY**

COORDONNATRICE CLINIQUE



Mais, en réalité, les agressions sexuelles constituent un abus de pouvoir. Il est donc beaucoup plus facile d'abuser de son pouvoir à l'égard de personnes vulnérables, que cette vulnérabilité soit perçue ou réelle.

C'est d'ailleurs pourquoi certaines personnes sont surreprésentées dans les statistiques sur les victimes d'agression à caractère sexuel, notamment les femmes, par le biais des inégalités de genre, du sexisme et du patriarcat. Les chiffres sont encore plus importants lorsqu'il est question de femmes qui présentent des caractéristiques qui les rendent encore plus vulnérables liées à l'ethnicité, à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre, à la classe sociale et aux capacités physiques ou cognitives.

Or, l'âgisme fait également partie des systèmes de pouvoir de notre société, qui discrimine les personnes âgées. Celles-ci peuvent donc, elles aussi, subir des agressions à caractère sexuel. Il existe toutefois des particularités relatives à cette problématique sociale.

## LES CONTEXTES DE VULNÉRABILITÉ

Les personnes âgées sont plus vulnérables parce qu'elles dépendent souvent de leur entourage ou de divers services professionnels, ce qui crée un contexte qui prédispose les abus en tout genre. Celles qui nécessitent des soins corporels sont d'autant plus à risque puisque des gestes à caractère sexuel non consentis peuvent avoir lieu plus facilement en contexte d'intimité.

Cette situation de dépendance offre aussi à la personne qui agresse une plus grande latitude pour contrôler la victime en la menaçant de cesser de lui donner les services dont elle a besoin si elle parle. Si la personne âgée vit avec des troubles cognitifs, les conséquences de la dépendance peuvent devenir encore plus importantes, car, dans le cas d'une agression, la victime pourrait ne pas être crue : son discours pourrait facilement être attribué à la démence. Mentionnons aussi que beaucoup d'ainé-e-s vivent de l'isolement, ce qui augmente leur risque d'être victimes et de ne pas dévoiler ce qu'elles subissent.

## DÉSEXUALISATION ET NON-DÉSIRABILITÉ

L'idée même que la sexualité ne fait plus partie de la vie des personnes vieillissantes contribue à maintenir la croyance que les personnes âgées ne peuvent pas subir d'agression à caractère sexuel. Le biais social de la non-désirabilité des

femmes âgées renforce aussi l'idée que ce ne sont que les jeunes femmes qui sont ciblées par les personnes qui agressent.

Des révélations ou des témoignages pourraient donc ne pas être pris en compte, puisqu'on pense que c'est impossible qu'une agression se soit réellement produite. Ou encore, certaines victimes pourraient ne pas en parler par peur de ne pas être crues.

Bien que le vieillissement puisse rendre les relations sexuelles difficiles, soit à cause de la diminution des hormones et des changements corporels, soit à cause de la modification des capacités physiques, il est faux de croire que les aînées n'entretiennent plus aucune forme d'intimité. De plus, mettre en lien attirance sexuelle et agression sexuelle occulte ce fait capital : les agressions à caractère sexuel sont des abus de pouvoir.

Ainsi, vie sexuelle active ou non, désirabilité ou non, les personnes âgées peuvent subir des agressions. Il est donc important de prendre conscience de nos préjugés, de s'en défaire et de croire les victimes.

## LES CONSÉQUENCES

En plus des facteurs liés à la dénonciation des agressions à caractère sexuel, chez les personnes âgées ces agressions

peuvent avoir des conséquences sur le vieillissement. Beaucoup de facteurs de stress peuvent influencer sur le vieillissement, entre autres les nombreux deuils qu'une personne âgée doit vivre. On peut certainement admettre que le fait de subir une agression sexuelle constitue un important stresser. Dans ce cas, les facteurs normaux du vieillissement peuvent donc être amplifiés, accentués ou même accélérés.

## QUE FAIRE ?

Comme dans le cas de toutes les victimes, il importe de croire les personnes âgées et de les soutenir. Si vous avez des personnes vieillissantes dans votre entourage, gardez l'œil ouvert et l'oreille attentive à leurs propos liés à une situation d'agression.

Aux gestionnaires de ressources d'hébergement pour personne âgées, on recommande d'établir des politiques encadrant les comportements attendus et inacceptables au travail, d'offrir de la formation au personnel et d'être à l'écoute également des résident-es.

Que vous fassiez partie des victimes, des proches, des professionnel-les ou des gestionnaires, sachez qu'il existe des ressources – comme les CALACS – pour vous soutenir ! 🧘

MESURE ET DÉMESURE DE L'OPINION PUBLIQUE

# Pourquoi les sondages ?

Dans cette nouvelle chronique de *La Gazette*, qui paraît pour la première fois ce mois-ci, notre collaborateur René Gélinas propose d'examiner de plus près ces cueillettes de données par lesquelles l'opinion publique nous arrive.



**RENÉ GÉLINAS**

CHARGÉ DE COURS À L'UQTR  
ET CONSULTANT EN ANALYSE DE DONNÉES

Les sondages font écho à l'opinion publique. Matière à questionnements et instruments de mesure, ils rapportent ce que l'on pense collectivement et orientent, certain-es, nos opinions individuelles.

Les sondages d'opinion abondent et mijotent à toutes les sauces : sondages marketing, sondages politiques, sondages d'acceptabilité sociale, sondages sur les tendances sociales et... sondages gouvernementaux.

## MESURES DE L'OPINION PUBLIQUE – DÉPENSES GOUVERNEMENTALES

Le gouvernement fédéral publie annuellement l'état de ses activités de recherche sur l'opinion publique. L'an dernier, 164 études ont été réalisées par une vingtaine de firmes de sondages, au coût de 20,3 millions de dollars.

Les libéraux raffolent de ces sondages ; ils en commandent pour 14,9 millions de dollars par année, en moyenne (2016-2023), lorsqu'ils sont au pouvoir. Pour les conservateurs, la valeur moyenne est beaucoup plus modeste, soit 5,3 millions de dollars annuellement (2010-2016).

## ON VEUT NOTRE OPINION

Les sondages politiques sont très médiatisés et populaires. Entre le 7 janvier et le 10 octobre 2022, 60 sondages électoraux ont été répertoriés par le site Qc125.com en marge de l'élection provinciale. Aux États-Unis, l'ordre de grandeur est tout autre. À 7 mois du match revanche Biden / Trump, le site Realclearpolling.com dénombre jusqu'à 20 sondages nationaux et d'État... par jour !

Notre opinion, oui, on la veut. Sur toutes sortes de sujets : intentions de vote, acceptabilité sociale, retombées économiques du tourisme, satisfaction envers les services municipaux et même pour savoir si nous pensons que la terre est plate

Dans notre société, ils sont importants, ces sondages. Importants pour les médias, pour les politicien-nes, pour les firmes de sondages et aussi pour les ci-



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

toyen-nes. Ils ne sont pas parfaits ni sans reproches. Ils sont parfois instrumentalisés de manière douteuse, mais ils sont aussi une manifestation d'une démocratie relativement saine.

## DANS CETTE CHRONIQUE...

Je propose d'examiner de plus près ces cueillettes de données par lesquelles l'opinion publique nous arrive. Différents sondages, sur des sujets variés, seront commentés, ce qui donnera l'occasion de parler d'opinion publique, de méthodologie, du fonctionnement des sondages, de la formulation des questions, de l'analyse des résultats et de leur interprétation. Cela permettra aussi une incursion dans l'histoire des sondages, histoire un peu surprenante parfois, et qui ne manque certainement pas d'intérêt.

## DÉCODER UN SONDAGE

Un sondage estime (certain-nes diront mesure) l'opinion d'une population à partir des opinions individuelles d'une partie de cette population (les répondant-es). Le nombre de répondant-es est le nombre de personnes ayant effectivement répondu au sondage, et non le nombre de personnes contactées pour obtenir des réponses.

## SONDAGE QUI DÉCOIFFE

Le 15 février dernier, l'Union des producteurs agricoles (UPA) publiait une nouvelle mentionnant les résultats d'un

sondage portant sur l'installation d'éoliennes en Mauricie, sondage « mené auprès de 507 propriétaires terriens dans les deux MRC concernées » peut-on lire.

Au début du mois de mars, le journaliste Raphaël Brouillette, de Radio-Canada, a publié un texte affirmant que finalement, ce ne sont qu'une centaine de répondant-es qui ont effectivement participé au sondage de l'UPA. Environ 400 des personnes contactées se seraient envolées avant de répondre.

Dans un sondage, plus le nombre de répondant-es est élevé, mieux c'est. Du moins c'est ce que croient, en partie avec raison, la plupart des personnes. Mais il est difficile pour plusieurs de bien comprendre qu'un sondage mené auprès de 507 personnes n'est pas un sondage avec 507 répondant-es pour les deux MRC (encore moins pour chacune des MRC). Il faut être clair : la différence entre le nombre de personnes contactées et le nombre de répondant-es n'est pas un détail anodin. L'influence que cela a sur la portée et la validité des résultats peut être énorme.

## À PROPOS DU NOMBRE DE RÉPONDANT-ES

Le nombre de répondant-es est une caractéristique importante d'un sondage, mais sous certaines conditions qui ne sont pas toujours faciles à satisfaire ! Une de celles-ci est que les personnes ré-

pondantes soient représentatives de la population concernée par l'objet du sondage.

## POUR Y ARRIVER, IL FAUT :

- Soit un échantillon aléatoire (très difficile de nos jours) ;
- Soit un échantillon basé sur des critères de sélection qui feront que les principaux segments de la population susceptibles d'influencer les résultats auront une représentativité dans les mêmes proportions que dans la population (ce sur quoi les firmes de sondages misent de plus en plus).

Si l'âge est un des déterminants des réponses et que la population comporte 46 % de personnes de 30 à 64 ans, la proportion des répondant-es de ce groupe d'âge doit être aussi près que possible du 46 % de la population.

Il ne faut pas perdre de vue que si les sondages mesurent, les conditions de réalisation, l'analyse des résultats et l'interprétation qu'on en fait peuvent facilement mener à la démesure. 📌

## SOURCES DISPONIBLES

au [www.gazettemauricie.com](http://www.gazettemauricie.com)

# CRISE SOCIALE

= absence d'investissement en logement social;  
 = absence de mesure pour freiner la hausse des loyers;  
 = absence de volonté de hausser les revenus des personnes au bas de l'échelle sociale.

Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie (ROÉPAM)

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 11

# La fin de l'édition québécoise du *Sélection du Reader's Digest* n'a rien d'anodin

Annoncée en décembre dernier, la décision de mettre fin à la publication était appréhendée par les gens du milieu, mais elle n'en a pas moins été empreinte d'une certaine tristesse, vu la popularité de ce périodique centenaire.



**MÉLISSA THÉRIAULT**  
PROFESSEURE EN PHILOSOPHIE ET AUTEURE

Fondé en 1922 par un couple franco-américain qui lance sa maison d'édition dans l'État de New York, le *Reader's Digest* gagne en popularité et se déploie au fil des décennies dans une quarantaine de pays et en presque autant de langues. L'édition québécoise apparaît en 1947, puis le petit magazine au style distinctif gagne les foyers et les cœurs de la Belle Province. Pendant ce temps, le succès économique de l'entreprise mène ses propriétaires à la philanthropie, avec la création de la fondation Wallace, vouée à l'éducation des jeunes et au soutien des arts.

Au Québec, beaucoup de nos grands-parents étaient très faiblement scolarisés mais savaient lire. Un magazine comme le *Sélection* était par conséquent une rare source de divertissement et d'ouverture sur le monde pour les personnes ayant des difficultés en littérature. De plus, la qualité des illustrations contribuait à l'attrait de cette publication. Axée sur le vivre-ensemble et la santé, et de facture soignée, elle a contribué d'une part à la littérature chez les adultes, et d'autre

part à l'emploi de journalistes d'ici ainsi qu'à la production de contenus d'actualité adaptés au Québec, de traductions et d'articles de vulgarisation.

Pour plusieurs enfants (dont j'ai été), le *Reader's Digest* constituait une façon d'apprendre sur des sujets variés. Il devenait une ressource éducative pour beaucoup de personnes, surtout en milieu rural où les bibliothèques ne se trouvaient pas « au coin du rang ». Même si, avec le temps, le magazine était devenu pour beaucoup un plaisir coupable – inoffensif mais instructif –, sa disparition emportera malheureusement un pan d'histoire de nos régions.

## L'ŒUF OU LA POULE : DE QUOI MEURENT LES MAGAZINES ?

Pendant la pandémie, je m'étais abonnée au *Sélection* par attachement sentimental, comme une sorte d'hommage à mes grands-parents pour qui la lecture était un luxe dont ils ne se seraient privés pour rien au monde, malgré le peu de temps qu'ils avaient à y consacrer. Mes dernières lectures ont été décevantes : après un court paragraphe, on me renvoyait constamment au site web, alors que j'avais choisi un magazine format papier. Si j'avais voulu opter pour la version numérique, je l'aurais fait !

On dira que je vis dans le passé. Je répondrai que la roue n'est pas une inven-



PHOTO : MÉLISSA THÉRIAULT

tion récente, alors est-ce que je suis rétrograde si j'aime faire du vélo ? Il en va de même avec certains modes de publication : le fait que le format ne soit plus au goût du jour ne dit rien de sa valeur, puisque lire sur papier demeure une habitude prisée et répandue. Mais la société-mère états-unienne n'avait plus d'intérêt financier dans la survie du fameux *Digest*. En réalité, le lectorat francophone nord-américain n'était plus assez lucratif, tout simplement. Ironiquement, si beaucoup prenaient le petit magazine de haut, avec un certain snobisme même (justement parce qu'il était accessible aux gens qui n'avaient pas eu accès à une éducation poussée), les gens du milieu journalistique savaient que son processus éditorial était d'une grande rigueur, ce qui devient rare dans nos communications : des sources vérifiées, des preuves

matérielles, des journalistes-pigistes rémunérés décentement pour un travail exigeant une vraie expertise.

L'épaisseur du magazine avait fondu avec les années, mais la rigueur y était toujours. Maintenant que son dernier numéro québécois vient de paraître, ce qu'il nous reste à faire est de reconnaître l'utilité que le *Reader's Digest* a eue pour bien des gens, mettre la main sur les exemplaires qu'on trouve chez les brocanteurs, y apprécier le portrait de l'époque qui y est dressé et nous demander ce qu'on veut léguer au lectorat du futur. 📖

**ARTICLE INTÉGRAL AU**  
[au www.gazettemauricie.com](http://www.gazettemauricie.com)

# La composition démographique de Trois-Rivières en 1911

Durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le petit centre urbain qu'est Trois-Rivières compte 9 000 habitants. Parmi ces résident-es, on trouve une diversité démographique « quant à l'origine géographique de ses habitants ». En effet, « environ 1 700 sont nés à l'extérieur de la ville, au Québec pour la plupart », alors que quelque 200 personnes proviennent de l'étranger. Dès lors, les Trifluvien-nes francophones cohabitent avec « une centaine d'Irlandais, une soixantaine d'Écossais et d'Anglais et d'une quinzaine de ressortissants américains » et sans oublier des habitants provenant des Premières Nations, comme les Atikamekw. Parallèlement, « les recensements du Canada indiquent la présence d'Autochtones dans [plusieurs] villages de la Mauricie ainsi qu'à Trois-Rivières ». Dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, Trois-Rivières est donc composé d'une mosaïque de petites communautés ethniques et de familles immigrantes d'origines très diversifiées.



**FRANCIS BERGERON**  
HISTORIEN

## DIVERSITÉ DÉMOGRAPHIQUE À TROIS-RIVIÈRES

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la population francophone domine l'espace urbain et ses institutions. Effectivement, les élites francophones « investissent massivement la vie politique locale et régionale » et l'Église catholique exerce une grande influence, puisque celle-ci regroupe 97 % de la population. Mais qu'en est-il des groupes minoritaires ?

Selon France Normand et Claude Bellavance, les trois principaux groupes minoritaires dont l'origine n'est pas anglaise, et qui sont présents en 1901, sont les Allemand-es (20), les Chinois-es (9) et les Juif-ves (11) sur un total de 89. En 1911, les Syrien-nes (29) et des Juif-ves (18) sur un total de 183 personnes provenant de l'étranger. On recense parallèlement d'autres groupes minoritaires à Trois-Rivières, comme les Italien-nes, les Antillais-es et les Norvégien-nes. Je me limiterai donc aux trois

principaux groupes recensés en 1911, puisqu'aborder l'ensemble des groupes minoritaires serait un travail colossal.

## LES SYRIEN-NES ET LES JUIF-VES D'EUROPE DE L'EST AU DÉBUT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Le processus d'immigration pour ces deux groupes s'effectue sensiblement de la même façon, c'est-à-dire par un mode de migration en chaîne. Selon Normand et Bellavance, on observe chez les Syrien-nes et les Juif-ves d'origine roumaine et polonaise, que « [d'abord], l'homme ou le jeune couple (jamais la femme seule) s'établit à demeure et ouvre [un commerce]. Ensuite, après la naissance des premiers enfants, et une fois que le commerce aura suffisamment prospéré pour leur procurer un emploi stable et un logis, les parents sont appelés à les rejoindre. » Dans ces conditions, le nombre de familles augmente graduellement, ce qui permet d'assurer la pérennité de du « réseau familial ». Mais quels métiers ces gens exercent-ils à Trois-Rivières ?

Selon le recensement de 1911, les Juif-ves déclarent occuper à leur arrivée des emplois de commerçants, de détaillants, de commis de ventes ou de col-

porteurs. On observe approximativement les mêmes types d'emploi chez certains ménages syriens.

Outre les Syrien-nes et les Juif-ves, Trois-Rivières accueille également une population chinoise qui s'ajoutera à la mosaïque démographique du début du XX<sup>e</sup> siècle.

## LA POPULATION CHINOISE TRIFLUVIENNE

L'immigration chinoise débute dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle au Canada. Les Chinois-es sont attiré-es, entre autres, par la ruée vers l'or dans l'Ouest canadien dès 1858 et par la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique vers 1880. La fin de la construction du chemin de fer dans l'Ouest force alors ces immigrant-es à se chercher des emplois dans les autres provinces canadiennes, dont le Québec.

C'est donc à partir de 1911 que la croissance de la communauté chinoise de Trois-Rivières se fait sentir. Cette population est « omniprésente dans le secteur de la buanderie, [ou] à un emploi lié au nettoyage et au repassage ». En ce sens, on retrouve des buanderies dans l'ensemble des quartiers trifluviens où

la demande de services l'exige. Il est à noter qu'en 1923, le gouvernement canadien adopte des lois limitant ou excluant l'immigration chinoise. Dès lors, plusieurs hommes venus travailler sur le chemin de fer seront malheureusement coupés de leur famille.

## CONCLUSION

L'objectif ici n'était pas de broser un portrait exhaustif de tous les groupes minoritaires de Trois-Rivières au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais plutôt d'y présenter la diversité démographique.

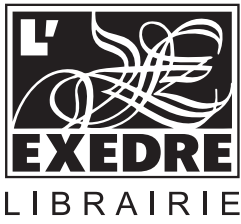
Ces nouveaux arrivants, toutes nationalités confondues, ont travaillé sans relâche afin de vivre une vie décente, et ce, malgré certaines contraintes et l'exclusion de la part de leur société d'accueil et des gouvernements.

Cependant, il me semblait intéressant de présenter ces trois principaux groupes minoritaires qui ont laissé une trace indélébile dans notre histoire et notre mémoire « collective urbaine », puisque, encore aujourd'hui, ils sont bel et bien présents dans notre paysage démographique en plus de l'enrichir, et ce, pour notre plus grand plaisir. 📖

## Suggestions littéraires



MARIE LABROUSSE  
COLLABORATRICE



### CES ADOS QUI FONT MENTIR LES CLICHÉS par Dominique Scali, éditions du Journal

L'autrice Dominique Scali, lauréate du Prix des libraires 2023 pour son roman *Les marins ne savent pas nager*, coiffe ici sa première casquette, celle de journaliste. Dans cet essai, à travers le portrait de 10 jeunes diplômé-es de l'école secondaire Pierre-Dupuy, elle analyse les failles d'un système d'éducation à plusieurs vitesses. Dans une volonté de dépasser un discours misérabiliste, elle pointe du doigt le poids démesuré que l'on fait porter au système scolaire au détriment des autres facteurs d'éducation, la logique de concurrence et de profit appliquée à l'école, et le regard biaisé que l'on porte sur les jeunes issus de milieux défavorisés. Un essai perspicace sur un sujet brûlant.



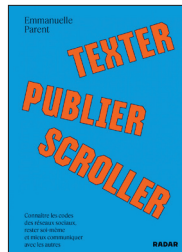
### TRICOTEUSES ET DENTELLIÈRES Collectif, éditions Marchand de feuilles

Ce petit ouvrage à la croisée des genres explore les dessous d'un passe-temps largement associé aux femmes, et peu associé à la notion de résistance : le tricot. Un loisir créatif pratiqué par plusieurs autrices, telles que Perrine Leblanc, Aurée Wilhelmy ou encore Marie Darsigny, qui abordent ici, avec plusieurs de leurs consœurs, leur rapport au tricot et la façon dont celui-ci peut s'inscrire dans une logique de réappropriation à la fois féministe et anticapitaliste. Historique, politique ou intime : autant d'angles inhabituels pour observer d'un œil neuf une activité souvent bien sous-estimée.



### TEXTER, PUBLIER, SCROLLER par Emmanuelle Parent, éditions Écosociété

Nouvelle parution de la collection « Radar », qui publie des essais sur des sujets de société destinés aux ados (et aux plus grand-es). En 150 pages, s'appuyant sur des entretiens réalisés avec des jeunes, Emmanuelle Parent s'intéresse à l'utilisation des réseaux sociaux chez les ados, et notamment aux codes de conduite implicites véhiculés par les différentes plateformes (temps de réponse, authenticité, etc.). Sans tomber dans l'alarmisme, elle soulève des pistes pour une utilisation raisonnée et équilibrée des réseaux sociaux. Parfait pour conscientiser sans dramatiser. *Dès 14 ans.*



### CHEZ LES TERRIENS par Bellebrute, éditions Les 400 coups

Pour les tout-petit-es, cet album tout carton suit les pas d'une famille extraterrestre qui visite la nature sur Terre, en se fondant dans le décor à chaque étape. Des champignons aux souris en passant par les fleurs et les montagnes, chaque page est joliment illustrée par des dessins à la craie et aux délicates couleurs feutrées, dans un style graphique à la fois beau et épuré. Un album charmant qui ravira enfants et parents. *Dès 1 an.*



# Les Frères Goyette, sérieux, mais pas trop

Qui signe la musique du tout nouveau balado *L'art, qu'est-ce ça donne ? MC Gilles enquête*, une production de DICI.ca réalisée en collaboration avec *La Gazette de la Mauricie* ? Ce sont Les Frères Goyette, dont les membres sont originaires de Champlain en Mauricie et de Montréal. Le groupe musical a vu le jour en 1998 et sait depuis faire les choses sérieusement sans toutefois se prendre trop au sérieux. *La Gazette de la Mauricie* a rencontré Simon Laganière, auteur-compositeur-interprète de la formation.



PHOTO : CYRILLE FAIRÉ / FESTIVOIX



ISABELLE PADULA  
DIRECTRICE GÉNÉRALE  
ET JOURNALISTE

### Qui sont exactement Les Frères Goyette ?

Au départ, ce sont des personnages issus d'un univers fictif. Il y a Mario, Simon Goyette, Bob-Robert... Mais en ce qui concerne les vrais noms, il y a actuellement moi, Simon Laganière, mon frère Laurent Laganière, qui fait des performances à tous les *shows*, Yannick-Lambert-Brière à la guitare électrique, harmonica ou au banjo, Olivier Morin, à la guitare électrique, Sébastien Campeau, à la basse et Patrick Lefebvre, à la batterie. Une bonne grosse troupe!

### Pourquoi avoir choisi Les Frères Goyette comme nom de groupe ?

Cela a commencé à Cégep en spectacle en 1998 et on ne pensait pas que ça allait durer. On a donc trouvé ce nom en deux minutes et on pensait qu'il nous servirait pour un seul numéro. Finalement, au fil des années on a poursuivi notre route et tout en peaufinant notre route, on a gardé le nom.

### Quels sont les avantages et les limites d'utiliser des personnages dans votre univers musical ?

L'avantage est au niveau de la mise en scène pour la création d'un concept différent à chaque spectacle et de pouvoir aller dans un volet plus humoristique. Comme inconvénient peut-être que des gens vont nous juger par rapport à nos costumes ou à autre chose, mais nous on aime ça de même !

### Vous avez déjà défini votre musique comme de l'agropop, est-ce toujours le cas ?

Au départ on faisait plus du pop et du folk et nos personnages venaient d'un milieu plus rural. On aime bien encore cette expression mais dans des termes plus officiels on la décrirait comme folk, rock et harricana.

### Comment fait-on pour perdurer pendant 25 ans au niveau monétaire tout en restant inspirés ?

Nous, on a tous nos *jobs* à côté donc on ne fait pas que de la musique pour vivre, ainsi ça nous enlève cette pression-là. Et un groupe, c'est comme un couple avec des hauts et des bas. On est gentils avec les gens et on prend notre job au sérieux mais sans se prendre au sérieux.

### Votre dernier album s'intitule Prudence est Denise? On comprend le jeu de mots mais qui est Denise ?

C'est une métaphore envers la personne bienveillante et qui prend soin. Ce n'est pas une personne précise. Moi, je pense à ma mère. Et c'est aussi la bienveillance que l'on a comme groupe envers les gens qui viennent nous voir.

### Que représente le Festivoix dans votre parcours ?

C'est important ! Le Festivoix a toujours été là pour nous supporter et c'est très apprécié. Ça vraiment une résonance et une importance de pouvoir jouer chez nous devant nos familles et ami-es.

### Quel sont les projets à venir pour Les Frères Goyette ?

Le groupe retombe en écriture et on va rouler notre dernier album en spectacles. On a également l'animation de nos podcasts. Bref, on reste actifs, on compose de nouvelles chansons et on garde le *beat*!

En partenariat avec le Festivoix et Nous TV/ Cogeco, *La Gazette de la Mauricie* a réalisé cette entrevue dans le cadre d'une série d'entretiens avec des artistes de la Mauricie.

POUR PLANIFIER  
VOTRE PROCHAINE  
SORTIE CULTURELLE

DICI • CA

# Les défis de la restauration : situation exceptionnelle ou réalité périodique ?

Dans l'épisode de ce mois-ci de *La tête dans les nuances*, Robert Aubin et son panel se penchent sur le thème de la restauration. Pour en discuter, il reçoit Gabrielle Cossette, Jean-Philippe Martin et Éric Dubé. Au travers des échanges, les invité-es relèvent les principales difficultés auxquelles font face les restaurateurs et restauratrices. Ils-elles brossent également un portrait de la nouvelle génération et des employé-es de la restauration et abordent la question du pourboire, à partager ou non. En somme, la discussion met en évidence les stratégies d'adaptation élaborées par les restaurateurs et restauratrices face aux nouveaux défis à relever. L'émission *La tête dans les nuances* est une production de *La Gazette de la Mauricie* en partenariat avec NousTV.

**ANNE-SOFIE BATHALON**

JOURNALISTE

## LA TABLE RONDE

Dès le début de l'épisode, on se demande si la pénurie de main-d'œuvre et l'inflation sont les seuls grands défis dans le domaine de la restauration. Jean-Philippe Martin explique que, même si nous sommes dans une récession théorique, c'est un ensemble de petits défis qui engendrent des difficultés, bien que le contexte actuel n'aide en aucun cas. Selon lui, les habitudes de consommation ont beaucoup changé. Concernant la pénurie de main-d'œuvre, il explique que cela touche principalement le personnel de cuisine. Il souligne également que le roulement tend à se stabiliser, bien qu'il y ait encore 17 000 postes disponibles partout au Québec. D'autres problèmes comme les législations mises en place ou encore le phénomène des *No Show* influencent également la donne, dépendamment des modèles d'affaires.

Mais justement, à propos de ce manque de personnel, est-ce que le partage du pourboire pourrait favoriser le recrutement ? Selon Jean-Philippe Martin, cette solution pourrait, mais en partie seulement, permettre d'embaucher davantage de cuisiniers et cuisinières. Il rappelle que leur salaire a augmenté de près de 30 % au cours des dernières années. Pour sa part, Gabrielle Cossette pense que partager le pourboire, c'est créer un vrai sentiment d'appartenance et de solidarité dans les équipes restaurants. Éric Dubé explique de son côté que la question du partage des pourboires est encore débattue parmi ses étudiant-es en hôtellerie. Le panel discute également du malaise face aux pourboires que donnent les clients et clientes.

Éric Dubé explique que les programmes de formation en hôtellerie ont dû s'adapter aux nouvelles valeurs des générations plus jeunes, par exemple en créant des recettes de cuisine végétarienne. Conséquemment, les restaurateurs et restauratrices doivent à leur tour s'ajuster aux nouvelles

générations, ce que Jean-Philippe Martin confirme en expliquant que de nouveaux modèles de gestion se développent.

Finalement, les trois invité-es soulignent que les remerciements et la gratification ne passent pas uniquement par le pourboire, mais également par des commentaires positifs.

## LES INVITÉ-ES

Gabrielle Cossette est l'ancienne propriétaire du Frida Café, au bout de la rue des Forges, face au fleuve. Avant d'ouvrir ce café, elle possédait le restaurant Éléphant. Elle est désormais propriétaire du DÉP Frida, un service de traiteur végétalien, une fusion entre un dépanneur et un café. Dans l'épisode, on découvre comment le Frida Café est devenu végétalien. On se rend compte de l'authenticité de la jeune femme, qui n'a jamais voulu faire de concession sur ses valeurs sociales dans ses entreprises.

Copropriétaire du Complexe Laviolette, membre du conseil d'administration de l'Association des restaurateurs du Québec et président du Regroupement des Chambres de Commerce de la Mauricie, Jean-Philippe Martin, partage des données intéressantes sur le contexte socio-économique et le domaine de la restauration. Grâce à ses nombreuses années d'expérience, il illustre comment la mentalité des restaurateurs et restauratrices a dû s'adapter au nouveau contexte. Il expose également des demandes qui sont faites aux différentes instances gouvernementales.

Éric Dubé, enseignant et coordonnateur du programme de technique en gestion hôtelière du Collège Lafleche décrit les valeurs et la vision de la nouvelle génération qui désire travailler en hôtellerie et en restauration. Il dépeint une génération dont les valeurs sociales sont ouvertes aux changements. Il parle aussi de certaines notions que comporte le programme, par exemple la gestion des commentaires négatifs et les techniques pour favoriser une expérience cliente positive. 📱

## GABRIELLE COSSETTE :

« Bizarrement, ou pas bizarrement, je ne prends pas beaucoup de décisions là-dessus moi, le côté *business*. C'est pour ça que, des fois, je ne suis pas une bonne *businesswoman* parce que moi, le gain en capital, c'est pas ça qui me motive, mais pas du tout. C'est l'expérience client et c'est de servir quelque chose qui me passionne et d'offrir de l'âme, de l'espace, de l'appartenance, une communauté. C'est de créer quelque chose, c'est le côté artistique de la restauration qui vient me chercher. »



## JEAN-PHILIPPE MARTIN :

« On pense à l'économie qu'on vit présentement, on est dans une récession théorique. C'est sûr que les gens, de plus en plus, font attention à leur argent. C'est sûr que la première chose qu'on coupe, c'est le restaurant, et si on coupe pas le restaurant, on peut modifier notre habitude de consommation. Donc soit on va moins souvent au restaurant soit on dépense moins au restaurant. C'est sûr que ça vient jouer énormément sur le style de restaurants qu'on a et sur la façon qu'on a de travailler. »



## ÉRIC DUBÉ :

« C'est une relation de *win-win*. Le client vient vivre une expérience, il achète un plat, vient passer une soirée. Au bout de la ligne, il faut qu'il reparte satisfait et les employés, il faut qu'ils soient fiers du travail qu'ils ont fait. Mais ça, il y a une part là-dedans qui est celle de l'employeur. Ça passe de temps à autre par des remerciements faits aux employé-es. »



PHOTOS : ANNE-SOFIE BATHALON



**SCC  
UQTR  
SCFP**  
2661

**SCFP**  
Syndicat canadien de  
la fonction publique FTQ

Plus de 1000 chargées et chargés de cours à donner le meilleur de nous-même, année après année, sans relâche.

# La Gazette de la Mauricie est aussi là...

## ISABELLE PADULA

DIRECTRICE GÉNÉRALE ET JOURNALISTE

### POUR RÉALISER VOS BALADOS !

Le tout nouveau balado L'art qu'est-ce que ça donne ? MC Gilles enquête en format audio et vidéo a été produit par la belle équipe de DICI.ca, en collaboration avec La Gazette de la Mauricie. Sur la photo, en compagnie de MC Gilles, on reconnaît une partie de l'équipe de La Gazette qui a participé au projet, soit David Leblanc (réalisation, caméra, mixage et montage), Anthony Gagnon Boisvert (masterisation audio) et Isabelle Padula (coordination technique de l'équipe et des plateformes de diffusion).



PHOTO : OLIVIER OROTEAU

### POUR PRODUIRE VOS VIDÉOS !



mission la démocratisation du vélo utilitaire comme moyen de transport durable et abordable dans une perspective de justice sociale et climatique.

Eh oui, il arrive que David Leblanc, réalisateur et vidéaste, et Isabelle Padula, directrice générale de La Gazette et journaliste, soient en mode tournage vidéo même les week-ends. Ça a été le cas récemment pour La Cyclerie, un organisme ayant pour mission la démocratisation du vélo utilitaire comme moyen de transport durable et abordable dans une perspective de justice sociale et climatique.

### POUR FILMER VOS RENCONTRES

Anthony Boisvert, technicien audio et vidéo, et Isabelle Padula, directrice générale de La Gazette et journaliste, ont eu la chance d'être mandaté-es par Équijustice Trois-Rivières pour procéder à l'enregistrement d'une de leurs soirées réalisées dans le cadre du Partenariat pour le renforcement des familles. Nous en profitons pour souligner qu'Équijustice Trois-Rivières a remporté récemment le Prix d'excellence du réseau de la santé et des services sociaux décerné aux organismes qui ont misé sur le partenariat pour améliorer les conditions de vie de la population. Félicitations !

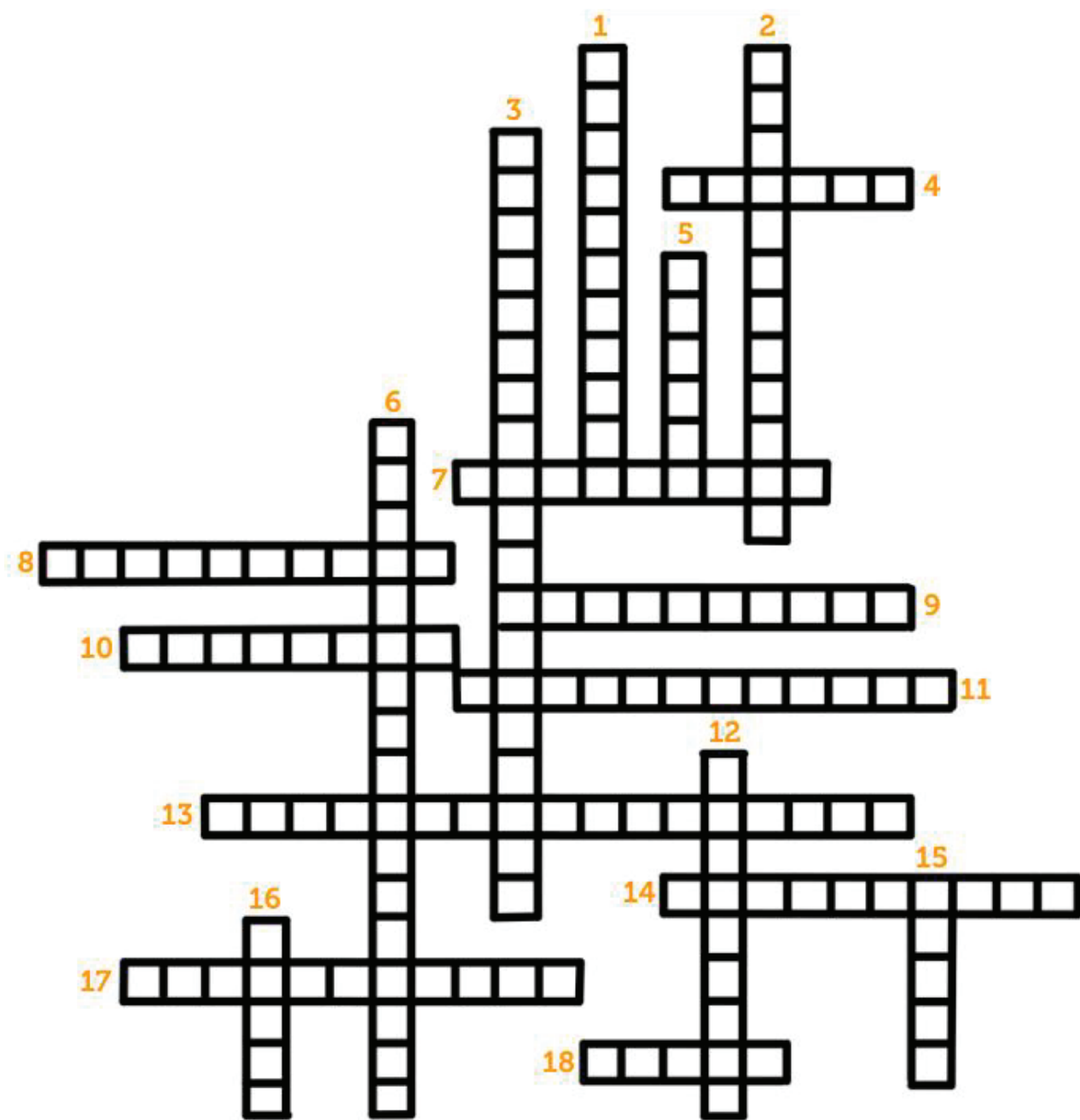


PHOTOS : ISABELLE PADULA

Vous avez des projets vidéo de sensibilisation, d'actualités ou de présentation de votre organisation à réaliser ? Vous voulez un partenaire avec une équipe multidisciplinaire professionnelle qui respecte vos valeurs, budgets et objectifs ? La Gazette de la Mauricie est là pour vous !

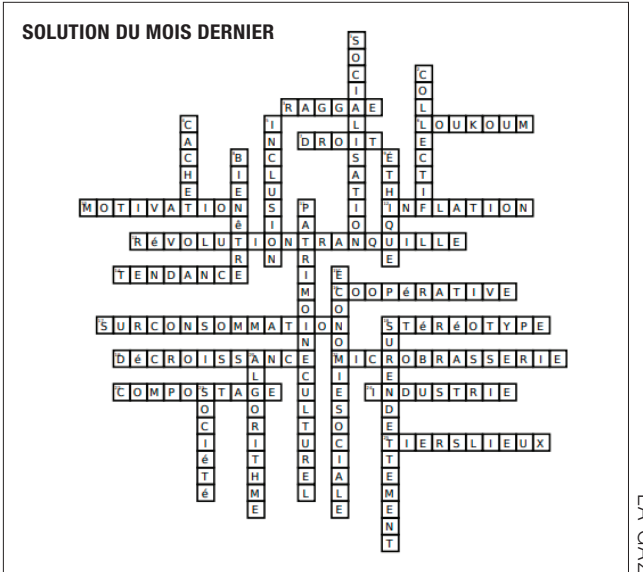
Contactez dès maintenant Isabelle, au 819 841-4135 ou au [ipadula@gazettemauricie.com](mailto:ipadula@gazettemauricie.com) pour lui parler de vos idées et de vos besoins !

## MOTS CROISÉS



1. Personne appartenant à une minorité.
2. État de contentement.
3. Baisse des dépenses dans les services publics. (2 mots)
4. Stéréotypes, préjugés et discrimination, basés sur l'âge.
5. Loisir créatif pour résistantes.
6. Budget où les dépenses sont supérieures aux revenus. (2 mots)
7. Résultat d'un choix.
8. Capacité à comprendre un texte de façon fonctionnelle.
9. Qualité d'un objet, d'une action ou d'une activité qui vise à satisfaire à des principes de respect à long terme de l'environnement.
10. Se dit d'un groupe, d'un milieu ou d'un système qui a fait l'objet de mesures visant à ce que toutes les personnes reçoivent un traitement adapté à leurs besoins et capacités et aient accès aux mêmes avantages et possibilités.
11. Ôter le caractère sexuel à un comportement, un sentiment ou une interprétation.
12. Prélèvement.
13. Lien qui repose sur bien-être, qualité de vie, droits fondamentaux et collaboration intergénérationnelle, permettant à chacun-e de se développer en société dans une perspective de développement durable. (2 mots)
14. Forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention de l'autorité par les hommes.
15. Relatif à la campagne.
16. Quête d'opinions.
17. Étude des populations visant à connaître leur effectif, leur composition et leur évolution future.
18. Lauréate du prix des libraires.

Solution au [www.gazettemauricie.com/mots](http://www.gazettemauricie.com/mots) et dans la prochaine édition.



L'ART.  
QU'EST-CE  
ÇA DONNE ?

Mc  
Gilles  
Enquête

un balado produit par

**DICI** • CA

Disponible sur toutes les plateformes

une initiative de

  
culturemauricie

en collaboration avec

lagazette  
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

Québec 

